

NOTE D'INFORMATION



La paradiplomatie québécoise : le Bureau du Québec à Washington

MARIE-NOËLLE FORTIN

La paradiplomatie québécoise : le Bureau du Québec à Washington

MARIE-NOËLLE FORTIN, MAP

Diplômée de l'École nationale d'administration publique

<http://www.geriq.com>

ISBN 978-2-89734-029-2 (PDF)

Dépôt légal Bibliothèque et Archives Canada, 2015

Introduction

En 1940, le gouvernement du Québec inaugure sa première Délégation générale aux États-Unis au Rockefeller Plaza, à New York. Cette nouvelle confirme pour les décennies à venir le désir du Québec d'être actif auprès de son voisin du Sud, les États-Unis, d'une part, en raison de l'intégration économique toujours plus complète avec notre principal partenaire économique et, d'autre part, en raison de l'«américanité» de la culture et des mœurs québécoises d'aujourd'hui.

Il s'est ainsi développé une paradiplomatie axée sur la promotion d'une image positive du Québec comprise en termes de diffusion identitaire, d'échanges commerciaux, de partenariats politiques ou parlementaires, de sécurité transfrontalière, d'accords multilatéraux et plus encore.

Notre capacité à entrer en relation avec les Américains se voit toutefois influencée par divers éléments problématiques. Dès 1999, le politologue Luc Bernier affirmait que notre proximité avec les États-Unis et cette impression de les connaître camouflaient notre nécessité d'être plus actif sur le plan institutionnel. Ceci expliquerait pourquoi, encore aujourd'hui, les effectifs sur le terrain sont considérablement moins importants qu'en Europe, et ce, malgré que le Québec ait fait des États-Unis une priorité stratégique de son développement international. Ces lacunes sur le plan de la représentation institutionnelle se traduisent par un manque de connaissance des Américains des réalités québécoises. Au nombre des difficultés s'ajoute aussi la méfiance du gouvernement fédéral envers les activités de paradiplomatie des provinces canadiennes. Cette situation oblige le gouvernement québécois à perpétuellement justifier et expliquer sa légitimité à agir dans les dossiers sur lesquels il a le plein pouvoir d'action.

C'est sur cette trame de fond qu'évolue le travail de représentation du Bureau du Québec à Washington (BQW).

L'objectif de cette note d'information est d'expliquer comment s'exerce la paradiplomatie québécoise sur le territoire de la capitale américaine et ainsi d'illustrer l'importance des actions menées par le Bureau du Québec à Washington.

Paradiplomatie québécoise à Washington

Il a fallu attendre plusieurs transformations avant que le Bureau du Québec à Washington, établi en 1978 à titre de bureau du tourisme, obtienne le mandat qu'on lui reconnaît aujourd'hui. De manière générale, le BQW est responsable des relations bilatérales du Québec avec le gouvernement fédéral américain (administration, agences et Congrès). S'employant à un véritable travail d'influence, il défend les intérêts du Québec en revendiquant, en faisant des représentations et en prenant des positions qui affectent les acteurs politiques, économiques et sociaux aux États-Unis. Son rôle de lobbyiste lui permet d'agir sur la scène publique américaine afin d'éviter que les décisions prises aient des impacts négatifs sur le développement général du Québec. Il travaille par le fait même à faire ressortir les intérêts communs de la province avec les États-Unis, tout en faisant la promotion de l'expertise québécoise auprès des institutions publiques ou privées.

Les domaines prioritaires du Québec à Washington sont le commerce transfrontalier, l'énergie et l'environnement, la sécurité et les transports. Notons aussi l'engagement à promouvoir la Francophonie et à soutenir la diffusion des produits artistiques et culturels québécois sur le marché américain. Enfin, le Bureau appuie le développement économique en aidant les exportateurs québécois à percer sur les marchés publics fédéraux américains.

Le BQW profite également de sa situation stratégique au cœur de la capitale américaine pour intervenir auprès des décideurs de tous les États américains. En effet, Washington est le point central où ont lieu les relations publiques les plus importantes du système politique et médiatique américain.

À défaut de voir ses intérêts entièrement pris en compte par l'Ambassade du Canada aux États-Unis, le Québec doit prendre part directement aux jeux politiques washingtoniens. Sur ce plan, il n'est d'ailleurs plus tout à fait dans une classe à part : d'autres provinces canadiennes, dont l'Alberta, l'Ontario et le Manitoba, défendent aussi leurs propres intérêts à Washington, à la différence que leurs représentants oeuvrent à l'intérieur des murs de l'ambassade, et non dans un bureau distinct.

Activités réalisées

La veille politique exécutée sur le territoire est l'activité principale du Bureau à Washington. Il s'agit de l'exercice le plus fréquemment accompli et ayant le champ d'application le plus large. Les employés assistent quotidiennement aux conférences, forums, colloques et autres événements d'importance pour le Québec, puis ils recensent les faits marquants dans des notes adressées au ministère des Relations internationales et de la Francophonie. D'un style bref et concis, ces écrits permettent ensuite au BQW de générer un rapport mensuel d'activités faisant état des informations recueillies sur le terrain.

Notons à ce propos que Washington est le siège de plusieurs organisations mondiales, dont la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation des États Américains (OEA), la Croix-Rouge, etc. Washington DC est aussi le siège de la plus grande concentration de *think tanks*, non seulement aux États-Unis mais également au monde. Des 1823 *think tanks* aux États-Unis, pas moins de 394 (21,6%) ont leur quartier général dans la capitale, représentant 6% des 6603 *think tanks* de toute la planète.

Au-delà de leur nombre, c'est l'influence des groupes de réflexion établis à Washington qui est importante. Chaque année, l'Université de la Pennsylvanie publie son classement des meilleurs *think tanks* du monde. Selon son édition 2012, quatre des six *think tanks* les mieux cotés de la planète (et cinq des onze premiers) sont basés à Washington. À l'échelle des États-Unis, onze des douze meilleurs groupes de réflexion du pays se retrouvent dans la capitale.

Cela nous amène à la deuxième activité primordiale à l'instauration de relations durables en diplomatie : la prise de contact. Il s'agit des activités de réseautage par lesquelles le BQW étend son réseau de contacts et développe des relations utiles auprès des instances gouvernementales, académiques, économiques et autres. À cet effet, les membres du Bureau rencontrent sur une base hebdomadaire des représentants du Congrès américain, avec l'objectif de les informer sur des sujets d'intérêt pour le Québec. Les interventions portent également sur la justification des prérogatives provinciales

autorisant le Québec à agir sur la scène internationale. Cela permet de transmettre nos préoccupations et de diminuer, par le fait même, le perpétuel scepticisme américain envers la capacité d'action des États fédérés.

Pôle central des organisations internationales, Washington offre aussi l'occasion de prendre contact avec des acteurs internationaux. À ce titre, le Bureau participe aux activités de l'OEA en y soulignant, lorsque l'occasion s'y prête, les bonnes pratiques des instances gouvernementales québécoises. Il s'active aussi dans les forums, colloques, conférences et autres événements publics avec comme objectifs de représenter le gouvernement québécois et de faire rayonner sa présence à Washington.

Cette activité de représentation est primordiale pour faire valoir les points de vue québécois, faire parler de nous et mieux comprendre les besoins de nos homologues américains. La clé de notre réussite est d'utiliser à bon escient les effectifs à Washington et de maximiser les prises de contact par une présence plus active dans les forums d'affaires publiques, les *think tanks* et les centres de recherche.

La troisième activité du BQW est la mise à profit des réseaux d'influence afin de positionner l'expertise du Québec et de cibler des marchés porteurs. Prenons par exemple le lancement d'une campagne de promotion des études québécoise lors d'une tournée des écoles secondaires de la Virginie et du Maryland. Cette activité vise à promouvoir les universités québécoises auprès d'un marché d'étudiants américains en recherche d'une expérience internationale unique et abordable, à deux pas de chez eux. Le Bureau travaille aussi à la création d'outils informationnels pour faire connaître la culture et l'histoire du Québec à différents publics. Ainsi, à l'automne 2013, il a été possible de rencontrer des étudiants en littérature française de l'Université de Norfolk (Virginie). Ce nouveau contact a permis de parler de la Francophonie en Amérique et de faire la promotion des artistes québécois dans la région. De plus, des pourparlers ont été amorcés au sujet de l'instauration d'un programme d'études québécoises à l'université.

Le BQW organise aussi des tournées d'experts et de personnalités connues du Québec. Le Bureau a par exemple reçu la visite d'une écrivaine québécoise d'origine haïtienne, Mme Josy Ollivier, à l'automne 2013. Sa visite a donné lieu à des conférences dans des universités choisies stratégiquement (Université Howard et de Georgetown), à l'Alliance française, à la radio de La Voix de l'Amérique, en plus d'une intervention dans la classe de littérature française à l'Université de Georgetown. La réalisation de cette activité a permis de construire de nouveaux liens culturels et académiques entre le Québec et Washington, en plus de mettre en valeur un aspect culturel commun associé à l'immigration nord-américaine.

Ces exemples de paradiplomatie confirment l'adage selon lequel la meilleure politique, c'est encore la culture. Le BQW a comme objectif d'agrémenter ses partenariats d'un volet culturel afin d'enrichir ses échanges économiques et politiques de la proximité historique et culturelle que nous partageons avec les Américains.

La quatrième et dernière activité du Bureau est son rôle-conseil joué auprès des entreprises et institutions québécoises désireuses d'établir des liens avec les instances américaines. Pour les entreprises, le Bureau permet le développement de partenariats stables et efficaces en Amérique, tout en développant la mise en marché de leurs produits aux États-Unis. Lors des missions officielles, le Bureau accueille et supervise les visites de délégations québécoises, ministres ou autres personnalités québécoises à Washington. À ce sujet, le ministre de l'Environnement Yves-François Blanchet a fait une mission en octobre 2013 dans le cadre de sa participation au *Carbon Forum North America* de la International Emissions Trade Association (IETA). La capitale nationale a été le lieu de rencontre pour tous les joueurs politiques intéressés par le sujet. Cette situation démontre bien le rôle central que joue Washington lors des rencontres d'importance touchant un nombre diversifié d'acteurs internationaux.

En partenariat avec le Washington International Trade Association (WITA), le BQW a également souligné, à l'automne 2013, les vingt ans de la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Ce fut l'occasion d'émettre

de nouvelles suggestions pour faciliter la fluidité et sécurité des échanges à la frontière lourdement affectés par les événements du 11 septembre 2001. Ces opportunités sont des plus importantes pour l'avenir du libre-échange nord-américain et au regard des négociations des futurs accords de libre-échange. Développer des partenariats pour mieux comprendre les intérêts des Américains dans les négociations des accords internationaux est aussi une occasion en or de se positionner comme joueur légitime des relations internationales.

Finalement, le BQW a mis sur pied une formation pour assister les entrepreneurs québécois désireux de faire affaire avec le marché public américain. Cette formation permet au BQW d'agir à titre de facilitateur pour l'accès aux appels d'offres publics du gouvernement américain pour les entreprises québécoises spécialisées entre autres en aérospatial, en pharmaceutique, en médical, en biochimie et en cyber-sécurité. À ce propos, le gouvernement fédéral américain accorde des contrats publics d'une valeur de 500 milliards de dollars américains par année. Combiné aux contrats publics des gouvernements étatiques et locaux de même valeur, ces marchés sont extrêmement profitables pour les entreprises québécoises.

Cet exposé des activités de paradiplomatie de BQW confirme le constat selon lequel le Québec doit se faire voir et se faire entendre là où il y a un nombre important d'acteurs de la vie politique et économique américaine. La meilleure opportunité d'agir sur l'ensemble des États-Unis, et des Amériques, est donc de participer aux échanges négociés au cœur même du centre décisionnel américain, Washington.

Conclusion

La paradiplomatie québécoise à l'égard des États-Unis est le reflet d'une interconnectivité économique, culturelle et politique construite au terme d'efforts soutenus des représentants sur place. Malgré des effectifs et un budget limités, le BQW doit garder en tête l'importance que le travail de réseautage revêt pour la défense des intérêts de la province. À défaut de cela, le Québec ne pourra conjuguer ses assises politiques établies dans le nord-est américain aux changements démographiques qui insufflent à l'Ouest et au Sud américain un poids politique de plus en plus important. Si le Québec veut améliorer sa balance commerciale, augmenter la présence de ses artistes, entretenir une relation politique bénéfique et plus encore, il doit se positionner là où il y a la plus grande agglomération d'acteurs politiques : à Washington DC.

Nous devons utiliser les instances publiques et privées, telles que les *think tanks*, les organisations internationales, les forums américains et les centres de recherche, pour se faire connaître de l'ensemble des États-Unis. C'est le moyen le plus efficace de comprendre les problématiques qui touchent la nation américaine au complet. Je ne mets pas en doute la place primordiale des relations bilatérales interétatiques, mais je suis convaincue que le Québec peut aller chercher une influence capitale en travaillant de Washington. Ainsi, malgré nos moyens limités, c'est par l'accroissement d'un réseau de contacts influents auprès du gouvernement américain que nous ferons valoir nos intérêts efficacement. Pour ce faire, nos actions de lobbying, nos événements d'affaires publiques et notre présence sur la scène culturelle américaine sont primordiaux. Le gouvernement québécois est-il prêt à sacrifier des dizaines d'années d'effort en sol américain en négligeant de soutenir le principal stratège auprès des grands leaders américains? La situation actuelle porte à réfléchir sur l'impact à long terme d'une telle décision.



Photos :
MRIF - Cyril Bailleul/OIF - Consulat général de France à Québec

Tous droits réservés © 2015
www.geriq.com